



HAL
open science

Esquisse d'une réflexion sociologique sur le patrimoine scientifique et technique

Jérôme Lamy, Sébastien Plutniak

► To cite this version:

Jérôme Lamy, Sébastien Plutniak. Esquisse d'une réflexion sociologique sur le patrimoine scientifique et technique. Sciences de la société: Les cahiers du LERASS, 2013, L'infra-ordinaire de la recherche Archives, mémoires et patrimoine scientifique, 89, pp.140-150. 10.4000/sds.318 . hal-01076008

HAL Id: hal-01076008

<https://hal.science/hal-01076008>

Submitted on 23 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Esquisse d'une réflexion sociologique sur le patrimoine scientifique et technique

Jérôme LAMY, Sébastien PLUTNIAK

[Version auteur. La référence de la version publiée est : Jérôme LAMY et Sébastien PLUTNIAK. 2013, « Esquisse d'une réflexion sociologique sur le patrimoine scientifique et technique », *Sciences de la société*, 89, 1, p. 140–150, DOI : [10.4000/sds.318](https://doi.org/10.4000/sds.318).]

Table des matières

1	Le patrimoine scientifique et technique comme territoire professionnel partagé	3
2	Le travail aux frontières : ce qui fait patrimoine	5
3	Le patrimoine scientifique et technique comme capital symbolique	6

Résumé

Cet article se propose comme une contribution à une sociologie du patrimoine scientifique et technique. À partir d'une publication récente sur le sujet, il opérationnalise un triplet conceptuel tiré du répertoire sociologique. Ce patrimoine est analysé en tant que territoire professionnel concurrentiel (Abbott), aux frontières faisant l'objet d'un incessant travail de définition (Gieryn), dont l'enjeu revient à la captation d'un capital symbolique (Bourdieu).

Mots-clefs : patrimoine scientifique, boundary-work, sociologie des professions, capital symbolique.

Abstract

Outline of a sociological study of the scientific and technical heritage

In this article we sketch some insights into a forthcoming sociology of scientific and technical heritage. A recent publication related to this topic is read through three sociological concepts. The scientific and technical heritage is – firstly – analyzed as a professional territory (Abbott), of which the borders are – secondly – constantly redefined (Gieryn). Finally, we suggest that the practices related to this heritage can be seen as a way to keep a symbolic capital (Bourdieu).

Key words : scientific heritage, boundary-work, sociology of profession, symbolic capital.

Resumen

Esbozo de un estudio sociológico del patrimonio científico y técnico

Este artículo es una contribución a la sociología del patrimonio científico y técnico. A partir de una publicación reciente sobre el tema, pone en funcionamiento una tripleta conceptual derivada del repertorio sociológico. Este patrimonio se analiza como territorio profesional competitivo (Abbott), en las fronteras lo cual implica un incesante trabajo de definición (Gieryn), y cuyo reto es la captura de un capital simbólico (Bourdieu).

Palabras clave : patrimonio científico, boundary-work, sociología de las profesiones, capital simbólico.

Le patrimoine scientifique et technique fait l'objet, depuis une dizaine d'années, d'une investigation *réflexive* particulièrement intense : les analyses historiques, épistémologiques ou muséographiques (Lamy 2010; BALLÉ *et al.* 2010) visent toutes à caractériser les pratiques patrimoniales appliquées à la production des connaissances. Entre les équilibres disciplinaires et les enjeux politiques, ce sont les questionnements, autant éthiques qu'heuristiques, qui mobilisent l'agenda réflexif. La publication récente de l'ouvrage dirigé par S. Boudia, A. Rasmussen et S. Soubiran, intitulé *Patrimoine et communautés scientifiques*, introduit une nouvelle dimension dans cet effort de mise à distance et d'interprétation des dispositifs mémoriels proliférants dans le champ des savoirs. Dans cet article, nous proposons une lecture *sociologique* des analyses concentrées dans ce livre collectif. En les articulants à une série de concepts empruntés à la sociologie des professions d'A. Abbott, à l'étude des *boundary-work* de T. Gieryn et à la théorie du champ de P. Bourdieu, nous envisagerons le déploiement d'un nouveau positionnement analytique. Les questionnements sur le patrimoine scientifique et technique, parce qu'ils ne sont plus seulement envisagés dans leur performativité plus ou moins explicite, forment désormais un corpus suffisamment robuste pour être rassemblés en une tentative de théorisation dont nous livrons ici une épure. Elle demanderait à être développée bien davantage.

Cette lecture, prenant le parti de la conceptualisation, se propose moins comme un commentaire – plus ou moins digressif – d'un ouvrage enthousiasmant, que comme une tentative exploratoire de penser avec et à partir de ce que le collectif d'auteurs propose. Trois temps organisent notre réflexion. Dans une première partie, nous détaillons les enjeux d'une professionnalisation du secteur patrimonial pour des communautés savantes très diverses. La deuxième partie est consacrée aux sutures qui joignent, avec plus ou moins de succès, les secteurs scientifiques et culturels. Enfin, la troisième partie évoque la transformation progressive du patrimoine scientifique en capital symbolique *dans le champ scientifique*, armant une certaine représentation de l'activité savante *en dehors de ce même champ*.

1 Le patrimoine scientifique et technique comme territoire professionnel partagé

L'une des originalités de l'ouvrage dirigé par Boudia, Rasmussen et Soubiran tient dans l'attention soutenue portée aux jonctions, aux transferts entre le secteur du patrimoine scientifique et technique (dans toute sa diversité institutionnelle) et les communautés savantes (au sens le plus large). Ces dernières se sont emparées de leur propre mémoire, des vestiges de leurs activités passées, de lieux qu'elles occupaient autrefois et dont elles faisaient le siège de leurs pratiques. L'emprise mnésique est générale depuis les années 1980 : l'intensification du régime présentiste théorisé par F. Hartog ([HARTOG 2003](#)) en atteste. Les professionnels de la science se sont saisis de leurs propres traces pour extraire des formes spécifiques de légitimation publique et de consolidation identitaire. Les investissements patrimoniaux sont différents (en forme et en ampleur) selon les disciplines. S. Boudia ([BOUDIA 2009](#), p. 63–66) remarque ainsi que l'ethnologie française s'est, pour partie, constituée autour des enjeux muséaux et mémoriels. Le Musée du Trocadéro, puis celui de l'Homme, ont été des espaces de productions de connaissances ayant permis d'asseoir des pratiques spécifiques : la constitution de collections, la robustesse des techniques d'enquête, les savoir-faire muséaux ont donné corps à la discipline ethnologique. L'ancrage dans les musées, le répertoire des traces susceptibles ou non d'être récoltées, le choix des matériaux essentiels à l'intelligibilité anthropologique, la constitution de compétences administratives susceptibles de soutenir des politiques de sauvegarde, ont réorganisé l'armature épistémologique de l'ethnologie. Les réflexions, contrastées et même contradictoires, sur la pratique du sauvetage ont pu conduire à une forme de « vertige », tant le champ d'exploration s'est vu démultiplié. Au prix d'une double « rupture » le patrimoine est devenu un élément constitutif de l'ethnologie en France au cours du xx^e siècle : l'élargissement des objets visés et leur prise en charge administrative, notamment par les Directions Régionales des Affaires Culturelles ([BOUDIA 2009](#), p. 65). La dilatation du domaine patrimonial soulève des problèmes épistémologiques cruciaux : certains ethnologues ont condamné l'holisme du principe patrimonial, d'autres ont souhaité délaissier le « travail de compensation culturelle » que suppose cette mémorialisation permanente ([BOUDIA 2009](#), p. 66). L'*effet patrimoine*, en retour, opère par un surcroît de réflexivité disciplinaire : en s'interrogeant sur les sources, les matériaux, les corpus qui nourrissent l'intellection du monde, les ethnologues questionnent également leurs propres héritages. Solliciter l'histoire de la discipline amène à redoubler les opérations critiques, au fondement de la démarche scientifique.

Cette description d'une saisie du patrimoine par l'ethnologie fournit une première entrée pour conceptualiser le travail de professionnalisation à l'œuvre. A. Abbott a théorisé la constitution des professions en soulignant l'activité de défense ou d'extension d'un territoire, relatif aux pratiques qu'elles revendiquent ([ABBOTT 1988](#); [CHAMPY 2011](#), p. 80–81). En réclamant un monopôle cognitif sur certaines activités, une profession entre éventuellement en concurrence avec d'autres professions. Dans le cas des ethno-

logues, profession et discipline s'articulent dans la double perspective d'une constitution scientifique propre à un groupe social définissant ses catégories d'usages, ses modes de recrutement et les outils de sa recherche. En prenant part aux opérations patrimoniales (classements, recueils, collections d'objets et de savoirs), l'ethnologie a annexé, de fait, un champ d'activités qui désormais la constitue et la définit.

Pour d'autres disciplines scientifiques – notamment dans les sciences physiques et naturelles –, la situation est plus complexe. L'activité mémorielle n'est pas principale dans ces territoires cognitifs où l'innovation et le progrès priment sur le recours aux formes anciennes de connaissance. Une tension structurante instaure le patrimoine en schème ambivalent de l'activité des scientifiques (BOUDIA 2009, p. 71). Toutefois, certaines disciplines en crise ont recours au patrimoine – de façon tout aussi ambiguë – pour continuer à justifier de leur existence. S. Boudia (BOUDIA 2009, p. 68) soutient alors que « le recours au patrimoine comme forme d'action culturelle s'inscrit dans une volonté de rendre intelligible des trajectoires sociales d'un groupe à des moments où ce groupe connaît des mutations [...] ». Le processus d'inscription mémorielle n'est pas, comme pour l'ethnologie, au fondement de ces disciplines des sciences physiques et naturelles. Toutefois, il se révèle être un opérateur de légitimité, posant l'ancienneté des pratiques et un ensemble d'artefacts (objets, ouvrages, articles) comme garants d'une certaine manière de faire science. Le territoire professionnel est ici réinvesti en s'attachant à la sauvegarde d'un ensemble d'acteurs reconnus en tant que témoins et legs du passé disciplinaire.

Dans la théorie d'Abbott, la profession se fonde sur la capacité à justifier d'un monopôle de compétences spécifiques sur un territoire. S'orchestre ainsi une concurrence interprofessionnelle : plusieurs groupes professionnels sont à même de proposer des solutions différentes à une même situation problématique. La revendication d'un monopôle d'activité sur un territoire spécifique suppose donc pour chaque entité en compétition de définir avec précision le répertoire de ses compétences. Boudia, Rasmussen et Soubiran (BOUDIA *et al.* 2009) montrent ainsi qu'il existe de fortes oppositions entre « les communautés scientifiques et les professionnels du patrimoine » qui tentent, chacun avec leurs propres aptitudes professionnelles de capter le territoire mémoriel. Il nous faut insister sur la puissance administrative du service de l'Inventaire et son pouvoir de normalisation des classements et des désignations patrimoniales. En tant qu'entité bureaucratique de référence, ce service du ministère de la Culture mobilise les valeurs du bien commun et de l'intérêt général pour justifier leurs pratiques (HEINICH 2009, p. 92–94). Les scientifiques, quant à eux, revendiquent des modes de compréhension intimes avec les objets visés par les entreprises de conservation et de sauvegarde (Pellequer 2010). Les logiques administratives et techniques s'opposent dans une lutte pour l'appropriation d'un secteur d'activité ; mais, si cette ligne de force organise sur le long terme de l'histoire des professions articulées au patrimoine, les opérations d'ajustement et de conciliation sont également à l'œuvre quotidiennement.

La sociologie des professions fournit donc quelques cadres de com pré-

hension pour reconstituer les modalités de cohabitation (en tensions) des différents groupes sociaux saisissant le patrimoine scientifique et technique. Les *science studies* densifient le schéma interprétatif en permettant de conceptualiser les phases au cours desquelles les objets patrimoniaux sont définis.

2 Le travail aux frontières : ce qui fait patrimoine

C'est l'un des points essentiels de l'ouvrage dirigé par Boudia, Rasmussen et Soubiran : le patrimoine scientifique et technique n'est pas aisé à circonscrire. Entre normativité mutilante (parce qu'elle laisse s'échapper des objets inaperçus au départ) et opportunisme empirique (qui laisse enfler l'espace notionnel jusqu'à l'inintelligible), l'exercice est périlleux. Les travaux de T. Gieryn ([GIERYN 1983](#)) sur la notion de *boundary-work* peuvent être de quelques secours pour suivre les processus sociologiques de définition. Le travail de démarcation, pour les scientifiques, entre ce qui relève de la science et ce qui s'en écarte est un processus continu de définition de critères propres d'inclusion. La cité savante se constitue par des seuils, des droits d'entrée et des points de passage qui délimitent, dans un même mouvement, un territoire et une autorité socio-épistémiques. Chez Gieryn, le *boundary-work* opère non seulement en interne, mais aussi en direction des publics les plus larges : les scientifiques produisent des argumentaires pour qualifier et justifier une frontière qui doit apparaître la plus légitime possible. Nous centrons nos repères théoriques sur le *boundary-work*, plutôt que sur le *boundary-object* ([STAR et GRIESEMER 1989](#)), car ce dernier renvoie à des constitutions stables sinon statiques des entités en cours de définition. Le *boundary-work* permet de penser le travail permanent de reconfiguration notionnelle, d'extension pratique, d'amodiation concrète. Dans le cas du patrimoine scientifique et technique, la démarcation entre ce qu'il inclut et ce qu'il exclut ne se situe pas uniquement dans l'ordre administratif d'un répertoire que des caractéristiques précises viendraient remplir. L'histoire même de certaines disciplines relevant des sciences naturelles brouille les tentatives de définition. M. Van Praët ([Van Praët 2009](#)) retrace ainsi l'histoire des muséums d'histoire naturelle, depuis le XVII^e siècle. Le projet de Jardin Royal des plantes médicinales vient heurter les intérêts de la Faculté de médecine de Paris : en articulant collections botaniques, recherches et enseignement, ce nouveau lieu de sciences investit un espace socio-épistémique inédit. Une professionnalisation s'invente, qui s'écarte des disciplines médicales. L'ancrage heuristique du muséum tient en sa capacité à conserver des plantes ou des êtres vivants. La collection devient le point pivot autour duquel s'enroule les processus de légitimation scientifique. Au XIX^e siècle, les nouvelles disciplines expérimentales (la théorie de l'évolution de Darwin, l'écologie et la physiologie) introduisent l'idée de processus dans la scénographie des présentations. Les collections initiales sont déstructurées, reconfigurées, mises en pièces, au sens strict. Une tension naît, qui fait se heurter deux conceptions de la collection : l'objet de recherche finement organisé, ou l'élément exposé, arraché à son contexte de mise en forme. Dès lors, ce qui fait patrimoine pose problème : est-ce la collection par et pour elle-même, ou bien est-

ce le travail d'émiettement et de recombinaison permanente qu'elle subit ? Ici le *boundary-work* prend appui sur une dynamique historique qui tend à ne pas hypostasier l'objet « collection », mais à le rapporter en permanence à des *processus définitoires concurrents*. Le patrimoine scientifique et technique, parce qu'il relève d'abord d'une pratique mémorielle, met en jeu des groupes sociaux aux revendications différentes. Ainsi, les muséographes auront tendance à penser la collection dans son éparpillement scénographique, faisant de cette dispersion le principe même de leur travail. Au contraire, les scientifiques, travaillant sur un corpus aux bornes stables, insistent davantage sur la fixité de leur outil de travail. Il faut reconnaître que les collections des musées d'histoire naturelle sont un cas bien particulier du patrimoine scientifique : elles sont *encore* des instruments actifs de connaissance pour les disciplines des sciences naturelles. Cependant, on peut suivre J. Davallon lorsqu'il soutient que le patrimoine est d'abord une « notion opérationnelle ». C'est parce que la patrimonialisation est un geste qui qualifie socialement et publiquement certains objets, ou pratiques, qu'elle *transforme* leur statut. L'ambition épistémique relative au patrimoine scientifique et technique est amenuisée alors que ce patrimoine se voit nouvellement lesté d'une charge proprement *politique* (au sens où ces entités patrimonialisées participent d'une certaine manière d'envisager la vie dans la Cité). Le travail de partage suppose donc, en conséquence, une attention plus soutenue au matériau patrimoniale lui-même. Davallon (DAVALLON 2009, p. 273-274) distingue ainsi la matière première servant à constituer les connaissances, les objets inclus dans les processus de création et les productions scientifiques elles-mêmes. Par un renversement paradoxal, les objets en viendraient à perdre leurs caractères patrimoniaux, laissant la science assumer seule cette charge mémorielle. On mesure donc combien le travail aux frontières engage à une réflexion sur les fondements d'une démarche patrimoniale dont le vertige inflationniste inquiète. Ajoutons que, plus récemment, la notion de patrimoine immatériel s'est imposée dans la description des savoir-faire, des pratiques, des cultures vivantes (BORTOLOTTI 2011). Portée par l'UNESCO, l'immatérialité faite mémoire s'est étendue au patrimoine scientifique et technique (JADÉ 2006, p. 164-172) dans un syncrétisme instable.

En focalisant l'analyse sur le *boundary-work*, il est possible de caractériser les opérations mémorielles relatives aux savoirs dans leurs prétentions à découper le réel : sont ici en jeu l'ensemble des représentations de ce qui, pour chacun des groupes sociaux et professionnels engagés, *fait patrimoine*. De ce point de vue, la notion de capital symbolique fournit un levier analytique puissant pour saisir les schèmes sociaux à l'œuvre dans la pratique patrimoniale.

3 Le patrimoine scientifique et technique comme capital symbolique

Pierre Bourdieu a défini le capital culturel comme la capacité des acteurs impliqués dans le monde social à appliquer « aux structures objectives

du monde social des structures de perception et d'appréciation qui sont issues de ces structures objectives et tendent de ce fait à apercevoir le monde comme évident » (BOURDIEU 1987, p. 160–162). En somme, la lutte symbolique se noue autour des façons de désigner et de légitimer, non pas des territoires professionnels, ni des processus définitoires, mais une vision du monde. Qualifier le patrimoine scientifique et technique de capital symbolique, c'est situer les cadres d'intellection dans l'ordre des rapports de force qui structurent le corps social. A. Bergeron (BERGERON 2009, p. 209) propose une étude détaillée de ce qu'elle nomme l'*inscription culturelle des savoirs* c.-à-d. la « convergence entre engagement [...] d'acteur, investissement de la sphère culturelle et politiques publiques ». Il s'agit d'analyser la façon dont le patrimoine scientifique et technique s'est articulé aux pratiques culturelles en général et aux institutions de diffusion des connaissances savantes en particulier. Dans cette perspective, la mémoire scientifique peut-être envisagée comme l'objet d'une lutte symbolique visant à qualifier non seulement les objets qu'elles renferment, mais aussi – et surtout – les acteurs et les structures qui participent à cette qualification. L'émergence, dans le champ de la culture, d'objets, de pratiques, de lieux relevant des sciences, marque la volonté des acteurs scientifiques et culturels de « construire un espace symbolique : celui qui conditionne la position que les sciences pourront occuper dans le social » (BERGERON 2009, p. 210). La formation d'un réseau de la culture scientifique et technique permet de restituer les enjeux de légitimation. A. Bergeron rappelle ainsi que l'administration du Ministère de la Culture des années 1960–1970 poussait activement au développement des thématiques scientifiques et techniques dans les maisons de la culture. L'action culturelle était donc première dans ce maillage de diffusion. Par la suite, les scientifiques prennent en main cette mission de popularisation des savoirs ; parallèlement, la professionnalisation des métiers de la culture en reconfigure les modalités d'articulation aux politiques publiques (BERGERON 2009, p. 218). La multiplication des structures de culture scientifique et technique (dont les pôles majeurs sont la Cité des Sciences et de l'Industrie fondée en 1986, et qui s'est rapprochée du Palais de La Découverte en 2010, via le programme Universcience, la Grande Galerie de l'Évolution, ré-ouverte en 1994, ou le Musée des Arts et Métiers accessible depuis 2000) signale un investissement lourd de l'État. La culture scientifique, en tant qu'enjeu de luttes symboliques, est donc successivement passée des acteurs culturels aux scientifiques, avant de se muer en instrument d'action publique. Au-delà d'une chronologie politique qui viendrait souligner les efforts de captations d'une pratique d'exposition et de publicisation de la science, il convient de remarquer que c'est une certaine façon de qualifier la culture scientifique et technique qui est à l'œuvre dans cette translation des intérêts du culturel au politique. L'appropriation des modes de présentation du patrimoine scientifique et technique, dans les différents centres de culture scientifique et technique, témoigne des reconfigurations successives de l'ordre social : annexe des missions culturelles des années 1960, la culture scientifique devient un instrument de légitimation pour les scientifiques qui souhaitent exposer la science telle qu'ils la conçoivent, avant de désigner une procédure poli-

tique communicationnelle. Dans cette migration des intérêts, c'est tout le déplacement des représentations symboliques qui est rendu visible.

Sébastien Soubiran (SOUBIRAN 2009, p. 250–251) remarque que la logique de constitution du patrimoine *au sein des institutions scientifiques* repose sur des répertoires symboliques différents selon les étapes du processus mémoriel : les scientifiques s'engagent dans la sauvegarde lorsqu'un laboratoire disparaît ou qu'un instrument n'est plus utilisé. D'une certaine façon, la mémoire interne est la forme première d'une attention patrimoniale concentrée sur l'effacement probable, prochain, des indices matériels d'une activité scientifique. Cependant, le capital symbolique des scientifiques ne se construit pas sur les vestiges et les reliques ; il se conjugue impérativement au futur et s'incarne dans la novation, l'inédit et l'originalité des recherches en cours. La redécouverte quasi-permanente du patrimoine des institutions scientifiques (mais aussi des précédentes opérations commémoratives) signale assez l'irréductibilité constitutive de cette tension (SOUBIRAN 2009, p. 252). Les enjeux de communication sont insuffisants dans l'ordre symbolique pour contrer le souci de présenter une « science en marche » sans trahir sa mémoire. L'invention du syntagme quasi-oxymorique de « patrimoine scientifique contemporain » (SOUBIRAN 2009, p. 255) indique le conflit de valeurs qui nourrit les processus d'institutionnalisation de la mémoire savante. Le passage par la valorisation culturelle ou la mobilisation individuelle de certains acteurs très concernés ne cessent de nourrir les ambiguïtés d'une patrimonialisation *par la communauté scientifique*. Les valeurs symboliques de la pratique scientifique n'ont pas (encore) incorporé la célébration historique ; dans ces conditions, le patrimoine est vouée à n'être qu'une zone symbolique interstitielle, ponctuellement mobilisée, parfois sanctuarisée, le plus souvent délaissée.

Le recours à la notion de capital symbolique permet de penser à nouveaux frais la place des valeurs travaillant les communautés scientifiques. La puissance de cadrage des institutions culturelles a, certes, joué un rôle dans la reconsidération des éléments historiques ou patrimoniaux ; mais à l'intérieur de la cité savante, la quête de l'innovation et de l'inédit sature l'horizon symbolique et laisse aux vestiges une portion congrue. Cette hiérarchie ne repose nullement sur une objectivation absolue des intérêts des scientifiques, mais sur les formes stabilisées de l'éthos savant, indifférent à sa propre histoire.

Comme le rappellent volontiers les diverses contributions rassemblées par S. Boudia, A. Rassmussen et S. Soubiran, la notion de patrimoine est porteuse d'un sémantisme ramifié, sinon opaque. Le triplet conceptuel que nous suggérons ici – territoire professionnel, *boundary-work* et capital symbolique – autorise une clarification au moyen d'un répertoire analytique proprement sociologique. L'hétérogénéité, la polysémie, de ce qui s'entend par *patrimoine scientifique et technique* ne sont plus les résultats de l'enquête, mais le problème à expliquer et, cela, en réinscrivant ces *engagements patrimoniaux* dans la perspective d'une sociologie de la culture, attentive aux tensions, aux négociations, à tous les processus de conciliation et de fracture sociales.

D. Fabre parlait de la ruse de l'ethnologue, lequel négociait sa présence en endossant l'habit mieux toléré de la figure de l'historien. Par ce détour, « le fait d'évoquer longuement le passé [...] permettait d'observer à loisir le présent » (FABRE 2001, p. 13). Ainsi, quel sens contemporain y a-t-il à donner à l'extension du domaine patrimonial et, plus particulièrement, à l'appariement récurrent de cette notion à celle de crise ? Crise du patrimoine et des musées (LOURENÇO 2009, p. 114), crise du temps (HARTOG 2009, p. 9), crise des disciplines scientifiques (BOUDIA 2009, p. 71)... En 1976, R. Starn interrogeait déjà l'usage récurrent de la notion de crise. Celle-ci, par sa malléabilité, soulignait-il, se prête particulièrement à une saisie des mouvements irréguliers de l'histoire, dans une conception « souplement » organique (STARN 1987, p. 18). Dès lors, comment comprendre cette manière d'envisager le temps, fondée sur deux notions qui, par leur labilité, semblent donner lieu à une dessaisie ou, du moins, un relâchement de la poigne sur le temps ? F. Hartog répond par l'idée d'un régime présentiste, entendu comme systématique notionnelle. L'ambiguïté de la notion de patrimoine y ferait écho à l'ambiguïté d'un « temps de crise » qui serait le nôtre (HARTOG 2009, p. 9). Toujours est-il que cette constance dans le recours à la *crise* comme facteur explicatif semble relever du « paradigme du dernier » que traçait D. Fabre (FABRE 2008, p. 279). Ce sentiment de responsabilité, inlassablement rejoué, face à l'urgence d'une perte *toujours* contemporaine a contribué aux fondements de l'ethnologie et de l'archéologie. Le développement d'un souci d'exhumation et de conservation des objets et des gestes des sciences et des techniques s'inscrit pleinement dans ce mouvement. Mais qu'y a-t-il à sauver ? L'étrangeté de ce souci réside en ce qu'il opère de manière plus ou moins découplé de la science normale : il y aurait lieu d'interroger les logiques qui animent ces initiatives patrimoniales concernant un domaine, l'activité scientifique, au sein duquel les procédures de cumulation sont, justement, consubstantielles. *In fine*, c'est à un positionnement éthique que les procédures de mise en patrimoine renvoient : quels objets garder et sur quels critères ? Comment justifier d'un choix – et donc d'un tri – qui ne se réduit ni à des jugements esthétiques ni à des partages scientifiques (c'est-à-dire les outils ayant servi pour telle ou telle découverte) ? La réflexivité sociologique ne fournit pas, bien sûr, de cadrage *a priori* pour qualifier le patrimoine scientifique ; elle fournit cependant les éléments d'une problématisation des pratiques de conservation et de sauvegarde qui ne négligent pas les instrumentalisation potentielles, les usages détournés et les réinscriptions ambivalentes. À défaut de réduire les tensions mémorielles qui, inévitablement, travaillent la cité savante, le corpus des sociologues permet d'en pointer les contours et les formes les plus saillantes.

Références

ABBOTT, Andrew. 1988, *The System of Professions. An Essay on the Division of Expert Labour*, Chicago et London : University of Chicago Press, xvi-435 p.

- BALLÉ, Catherine, Catherine CUENCA et Daniel THOULOZE (dir.) 2010, *Patrimoine scientifique et technique. Un projet contemporain*, Paris : La Documentation française, 294 p.
- BERGERON, Andrée. 2009, « Patrimoine et culture scientifique : sur l'inscription culturelle des savoirs », dans *Patrimoine et communautés savantes*, sous la dir. de Soraya BOUDIA, Anne RASMUSSEN et Sébastien SOUBIRAN, Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 209–233.
- BORTOLOTTI, Chiara. 2011, « Le trouble du patrimoine culturel immatériel », dans *Le Patrimoine culturel immatériel. Enjeux d'une nouvelle catégorie*, sous la dir. de Chiara BORTOLOTTI, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 21–43.
- BOUDIA, Soraya. 2009, « Patrimoine et culture scientifique : sur l'inscription culturelle des savoirs », dans *Patrimoine et communautés savantes*, sous la dir. de Soraya BOUDIA, Anne RASMUSSEN et Sébastien SOUBIRAN, Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 61–76.
- BOUDIA, Soraya, Anne RASMUSSEN et Sébastien SOUBIRAN (dir.) 2009, *Patrimoine et communautés savantes*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 297 p.
- BOURDIEU, Pierre. 1987, *Choses dites*, Paris : Les Éditions de Minuit, 229 p.
- CHAMPY, Florent. 2011, *Nouvelle théorie sociologique des professions*, Le lien social, Paris : Presses universitaires de France, x–284 p.
- DAVALLON, Jean. 2009, « Postface. Quelques questions à propos de la patrimonialisation des savoirs », dans *Patrimoine et communautés savantes*, sous la dir. de Soraya BOUDIA, Anne RASMUSSEN et Sébastien SOUBIRAN, Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 271–284.
- FABRE, Daniel. 2001, « L'histoire a changé de lieu », dans *Une histoire à soi. Figurations du passé et localités*, sous la dir. d'Alban BENZA et Daniel FABRE, Cahiers d'ethnologie de la France, 18, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 13–41.
- FABRE, Daniel. 2008, « Chinoiseries des Lumières. Variations sur l'individu-monde », *Terrain*, 269–299, p. 185–186, DOI : [10.4000/lhomme.24171](https://doi.org/10.4000/lhomme.24171).
- GIERYN, Thomas F. 1983, « Boundary-Work and the Demarcation of Science from Non-Science: Strains and Interests in Professional Ideologies of Scientists », *American Sociological Review*, 48, 6, p. 781–795.
- HARTOG, François. 2003, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, La Librairie du XXI^e siècle, Paris : Éditions du Seuil, 253 p.
- HARTOG, François. 2009, « Préface », dans *Patrimoine et communautés savantes*, sous la dir. de Soraya BOUDIA, Anne RASMUSSEN et Sébastien SOUBIRAN, Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 7–10.
- HEINICH, Nathalie. 2009, *La fabrique du patrimoine. « De la cathédrale à la petite cuillère »*, Ethnologie de la France, 31, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 286 p.
- JADÉ, Mariannick. 2006, *Le patrimoine immatériel. Perspectives d'interprétation du concept de patrimoine*, Muséologies, Paris : L'Harmattan, 277 p.
- LOURENÇO, Maria. 2009, « Est-ce qu'elles le méritent ? Les collections d'instruments scientifiques dans les universités européennes », dans *Patrimoine et communautés savantes*, sous la dir. de Soraya BOUDIA, Anne RASMUSSEN et Sébastien SOUBIRAN, Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 61–76.

- SOUBIRAN, Sébastien. 2009, « Commémorer l'avenir? Le patrimoine scientifique pour réconcilier passé et avenir », dans *Patrimoine et communautés savantes*, sous la dir. de Soraya BOUDIA, Anne RASMUSSEN et Sébastien SOUBIRAN, Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 241–258.
- STAR, Susan Leigh et James R. GRIESEMER. 1989, « Institutional Ecology, “Translations” and Boundary Objects: Amateurs and Professionals in Berkeley’s Museum of Vertebrate Zoology, 1907–39 », *Social Studies of Science*, 19, 3, p. 387–420.
- STARN, Randolph. 1987, « Métamorphoses d’une notion. Les historiens et la “crise” », trad. par André BÉJIN, *Communications*, 25 : *La notion de crise*, sous la dir. d’André BÉJIN et Edgar MORIN, p. 4–18, DOI : [10.3406/comm.1976.1377](https://doi.org/10.3406/comm.1976.1377).